



**GREENPEACE**



## Communiqué de presse

9 octobre 2009

**Diffusion immédiate**

### **Négociations de Bangkok sur les changements climatiques : « L'Europe doit sortir de sa torpeur et reprendre la tête du peloton ! »**

Du 28 septembre au 9 octobre, plus de 190 pays se sont réunis à Bangkok pour discuter du futur accord sur les changements climatiques qui doit être adopté en décembre à Copenhague. Si cette session a permis d'entrer dans le vif du sujet et de raccourcir les textes de moitié, les points clés de la négociation sont loin d'être résolus.

#### **Les principes mêmes du Protocole de Kyoto en danger**

Les États-Unis, revenus à la table des négociations, proposent une approche beaucoup moins exigeante que le Protocole de Kyoto. Ils prônent une approche « par le bas », fondée sur les plans nationaux de lutte contre le changement climatique des différents pays, au contraire de l'approche Kyoto « par le haut » qui consiste à définir un plafond global des émissions de gaz à effet de serre, en accord avec la science, à répartir ensuite entre les pays industrialisés. Ils ne tiennent pas non plus à se voir sanctionner par la Communauté internationale en cas de non respect de leurs obligations.

Pour Morgane Créach du Réseau Action Climat France : « *Au lieu de s'orienter vers un Kyoto +, les négociations actuelles nous mettent sur la voie d'un accord au rabais, incluant certes les Etats-Unis, mais revenant sur l'acquis de Kyoto, à savoir un plafonnement international des émissions de gaz à effet de serre et un système de sanction en cas de non respect des obligations ! Le sort du climat ne peut pas être laissé au bon vouloir des gouvernements nationaux, soumis aux changements fréquents de majorité politique* ».

#### **Des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre en totale inadéquation avec la science**

Les engagements annoncés des pays industrialisés, au total une réduction de l'ordre de -9% à -17% de leurs émissions d'ici à 2020, par rapport à leur niveau de 1990, sont loin d'être suffisants pour nous mettre à l'abri d'une catastrophe climatique. Tous les regards sont tournés vers l'administration américaine, qui tente d'imposer ses propres limites à la communauté internationale avec des objectifs en totale inadéquation avec la science. « *C'est la science du climat et les besoins des pays les plus vulnérables qui doivent déterminer l'ambition de Copenhague, et non les lobbies des énergies fossiles et les pays les plus riches* » constate Karine Gavand de Greenpeace France. L'Union européenne doit-elle aussi prendre ses responsabilités et comme la Norvège, s'engager à réduire de 40% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020, minimum requis pour avoir une chance d'éviter un réchauffement de plus de 2°C d'ici la fin du siècle, selon les scientifiques du GIEC.

## **Côté financement, le flou persiste**

Autre sujet qui fâche : la question des financements. Un accord avait été trouvé à Bali en 2007 pour que les actions de lutte contre le changement climatique à mettre en œuvre par les pays en développement s'accompagnent d'un soutien financier conséquent des pays riches. Or ces principes sont eux aussi remis en cause. Les Européens insistent beaucoup trop sur le rôle des financements privés, du marché carbone, demandant même aux pays en développement de régler la facture eux-mêmes ! Pour Romain Benicchio d'Oxfam France – Agir ici : « *Les pays riches doivent remplir leur part du contrat et s'engager à financer l'adaptation et l'atténuation au Sud. Ils doivent mobiliser de l'argent public et non pas recycler l'aide publique au développement déjà existante. Sans une telle dynamique, aucun accord ambitieux ne sera possible à Copenhague* ».

Les Etats-Unis ont abattu une nouvelle carte en faisant une proposition sur les finances. Mais selon Elise Buckle du WWF France « *la proposition américaine s'apparente à une tentative de séduction des pays pauvres, en leur promettant une gouvernance équitable et l'accès direct aux financements, tout en défendant la Banque Mondiale avec du maquillage et des paillettes ! De plus, rien ne garantit que les Etats s'acquitteront de leurs engagements financiers afin d'alimenter le fond. La balle est désormais dans le camp des européens : ils doivent relever le défi en avançant de nouvelles propositions pour rétablir la confiance avec les pays en voie de développement.* »

Les prochains Conseils européens, des ministres des Finances le 20 octobre et des chefs d'Etat les 29-30 octobre, sont l'occasion pour l'Europe de prendre position sur le soutien financier à apporter aux pays en développement, qui se chiffre pour elle au minimum à 35 milliards d'euros par an d'ici à 2020.

Les chefs d'Etat européens devront à cette occasion débloquer rapidement des financements précoces sur la période 2010-2012, essentiels pour aider les pays en développement à développer leurs plans de réduction d'émissions et faire face à leurs besoins urgents d'adaptation aux impacts dévastateurs du changement climatique.

### Contacts sur place à Bangkok :

Morgane Créach, directrice pôle international au RAC-France : 06.89.78.44.93

Elise Buckle, responsable Energie Climat au WWF France : +66 (0)8.23.27.88.03 (numéro en Thaïlande) ou +41.79.27.84.890

### Contacts à Paris :

Karine Gavand, responsable campagne climat à Greenpeace France : 06.77.04.61.90

Camille Lajus, responsable relations presse au WWF France : 06.19.76.03.09

Magali Rubino, chargée des relations média à Oxfam France -Agir ici : 06.30.46.66.04